



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

N°2018-513

Objet : Rue Notre Dame (à hauteur des n°57, 59 et 61)

Arrêté de voirie portant permis de stationnement

Délivré à la SCI RV Investissement pour les travaux réalisés par la SARL ERB

Le Maire de la Ville de Redon,

Vu les articles L 2213-6 et L 2331-4 alinéas 8 et 10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1 – 8^{ème} partie « signalisation temporaire »,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté municipal n°13 du 28 février 1970 relatif à la conservation et la surveillance des voies communales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2018 fixant les tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} avril 2018,

Vu la demande en date du 25 septembre 2018, par laquelle la SCI RV Investissements, 63 rue Notre Dame – 35600 Redon – Siret : 404 991 861 00018, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, avec un échafaudage sur pieds, une benne et du matériel, Rue Notre Dame, à hauteur des n° 57, 59 et 61, (sur une emprise au sol de 60 m²), pour permettre à la SARL ERB – 104 rue de Vannes – 35600 Redon – d'effectuer des travaux à compter du jeudi 27 septembre 2018 à partir de 8 heures et ce jusqu'au dimanche 30 juin 2019 à 18 heures,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers sur la voie publique.

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La SARL ERB, pour le compte de la SCI RV Investissements, est autorisée à occuper le domaine public, avec un échafaudage sur pieds, une benne et du matériel, Rue Notre Dame, sur une emprise au sol de 60 m² (surface correspondant au trottoir et aux places de stationnement), pour effectuer des travaux, à compter du jeudi 27 septembre 2018 à partir de 8 heures et ce jusqu'au dimanche 30 juin 2019 à 18 heures.

ARTICLE 2 : Validité de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée à compter du jeudi 27 septembre 2018 à partir de 8 heures et ce jusqu'au dimanche 30 juin 2019 à 18 heures,

Toute modification de durée ou d'emprise doit être signalée dans les 24 heures aux Services Techniques pour l'obtention d'un nouvel accord.

ARTICLE 3 : Prescriptions techniques particulières

Le pétitionnaire s'engage à assurer la sécurité et la libre circulation des usagers sur les trottoirs et chaussées ainsi que la desserte des propriétés riveraines durant les interventions.

- Protection et nettoyage de la voirie à la charge de l'entreprise,
- Prévoir un cheminement pour les piétons,
- La signalisation du chantier devra se faire de jour, comme de nuit sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

Le pétitionnaire devra prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'accessibilité des secours aux immeubles ainsi qu'aux bouches incendie.

ARTICLE 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la collectivité.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : Renouvellement de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas d'annulation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'une semaine à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Tarification

<u>Montant dû pour du :</u> Du jeudi 27 septembre 2018 au dimanche 31 mars 2019
<u>Nombre de jours :</u> 185 jours <u>Surface occupée :</u> 60 m ²
<u>Prix/m²/jour :</u> 0,24 €
Total : 2664,00 €

Les tarifs d'occupation du domaine public sont révisés, chaque année au 1^{er} avril.
Un arrêté complémentaire vous sera adressé pour la période suivante :

<u>Montant dû pour du :</u> Du lundi 1 ^{er} avril 2019 au dimanche 30 juin 2019
<u>Nombre de jours :</u> 90 jours <u>Surface occupée :</u> 60 m ²
<u>Prix/m²/jour :</u> À définir
Total : À définir

Les droits d'occupation de voirie seront perçus conformément aux tarifs fixés par la délibération du Conseil Municipal susvisée (minimum de perception de 15,00 €). Ils pourront être révisés par rapport au constat établi par l'agent communal le jour de la mise en place et du repli des installations et en fonction des modifications d'occupation du domaine public.

ARTICLE 7 : Notification

La présente autorisation sera adressée par voie de mail ou postale à la SCI RV Investissements – 63 rue Notre Dame – 35600 Redon

ARTICLE 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services de la Ville de Redon et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Redon, le 26 septembre 2018
Pour le Maire,
Michelle Chauvin
La Conseillère Municipale déléguée
Au Domaine Public



P/o. Le Directeur des Services Techniques
Christian Bourgeon.

